

**Mali/MINUSMA - Intervention du
coordinateur politique de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité**

(New York, 14 juin 2018)

Je remercie le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix pour son intervention très éclairante. Je salue également la présence à notre table du ministre des Affaires étrangères du Mali et le remercie d'avoir fait le déplacement à New York afin de participer à nos travaux.

Monsieur le Président,

Comme l'a souligné le secrétaire général dans son rapport, le soutien à la mise en oeuvre de l'accord de paix doit plus que jamais demeurer notre priorité à tous au Mali. Trois ans après sa signature, force est de constater qu'une large majorité des engagements pris n'ont toujours pas été mis en oeuvre. Ces retards, qui trouvent en partie leur origine dans un manque de volonté politique des acteurs, sont préoccupants. D'abord parce qu'ils remettent progressivement en cause la pertinence même de l'accord. Et ensuite parce qu'il ne saurait y avoir de stabilité durable au Mali et plus largement au Sahel sans une pleine mise en oeuvre de l'accord. Il est donc urgent que des avancées significatives aient lieu.

Nous avons dans ce contexte noté avec satisfaction la mobilisation du Premier ministre du Mali et les progrès accomplis au cours des derniers mois. La rencontre du secrétaire général avec les parties lors de son déplacement au Mali le mois dernier a confirmé cette dynamique positive. Il importe désormais de la prolonger et de l'amplifier. Il s'agit notamment pour nous, à court terme, de consolider les mécanismes de patrouilles mixtes dans le Nord du Mali, d'assurer le fonctionnement effectif des collectivités territoriales et de lancer le processus de désarmement, démobilisation et réintégration. Nous suivrons ces différents points de près au cours des mois à venir.

La responsabilité de la communauté internationale, conformément aux termes mêmes de l'accord de paix, est en effet de prendre les mesures nécessaires pour encourager toutes les parties à se conformer à leurs engagements. À cet égard, le premier rapport de l'observateur indépendant constitue une contribution utile et nous l'encourageons à poursuivre son travail, à travers la publication de rapports réguliers qui identifient les blocages, définissent les responsabilités et formulent des recommandations qui nous permettent d'avancer. L'ensemble des acteurs maliens doit aussi avoir conscience que le Conseil de sécurité suit avec attention la mise en oeuvre de leurs engagements. À cet égard, la France a commencé un travail d'identification des responsables qui font obstacle à l'application de l'accord sur le terrain. L'absence de mise en oeuvre des engagements qui sont contenus dans la dernière feuille de route nous conduirait à devoir élargir le champ des personnes qui pourraient être visées par des mesures dans le cadre du régime de sanctions.

Monsieur le Président,

La France partage pleinement les préoccupations exprimées à l'égard de la situation dans le Centre du Mali. Celle-ci doit appeler une réaction forte de la part des autorités maliennes, avec le plein soutien de la communauté internationale et de la MINUSMA. Il est crucial que cette réponse repose sur une approche équilibrée, qui associe action dans le domaine sécuritaire, efforts en matière de développement, de gouvernance et de respect des droits de l'Homme. Nous sommes à cet égard profondément préoccupés par les allégations faisant état de divers cas de violations des droits de l'Homme dans le cadre d'opérations anti-terroristes menées par les forces armées maliennes. Il importe que ces allégations fassent l'objet d'enquêtes rapides et que les responsables soient effectivement poursuivis, si elles sont avérées. Les recommandations formulées par la MINUSMA dans le cadre de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'Homme doivent en outre être pleinement mises en oeuvre. Le soutien que la MINUSMA peut apporter aux FAMA et à la force conjointe du G5 Sahel y est bien entendu lié.

Monsieur le Président,

Les cycles électoraux à venir au cours des prochains mois, notamment l'élection présidentielle, marqueront une étape importante pour la démocratie malienne. Il est particulièrement important que le scrutin présidentiel se déroule de manière apaisée, crédible et transparente. Les actions menées par le gouvernement pour renforcer la crédibilité du processus électoral sur le plan technique vont dans le bon sens. Ces efforts doivent être poursuivis et accompagnés de la reprise d'un dialogue constructif entre le gouvernement et l'opposition. À cet égard, le travail de bons offices menés par le Représentant spécial du Secrétaire général et le représentant de l'Union africaine doit être salué. Il importe enfin que le droit à manifester pacifiquement et la liberté d'expression soient respectés et que l'ensemble des acteurs fassent preuve de la retenue nécessaire tout au long du cycle électoral.

Monsieur le Président,

Face à ces nombreux enjeux, le renouvellement du mandat de la MINUSMA pour 12 mois supplémentaires est absolument essentiel pour la stabilité du Mali et de sa région. Les recommandations de la revue stratégique, reprises dans le rapport du secrétaire général, nous offrent l'opportunité de nous assurer que les moyens que nous mettons collectivement en oeuvre au Mali soient utilisés de la manière la plus efficace possible. Nous souhaitons en faire le meilleur usage.

Dans ce contexte, la France abordera le renouvellement du mandat à venir avec plusieurs objectifs : premier objectif: promouvoir un mandat clair et réaliste, doté d'un nombre de priorités limité et adapté à la situation ; second objectif: tout faire pour que la mission dispose des capacités nécessaires à l'exercice de son mandat et encourager les efforts visant à réduire son exposition sécuritaire, par des mesures ciblées, adaptées et coordonnées avec l'ensemble des acteurs sur place ; troisième objectif: encourager la mission à mieux communiquer sur les spécificités de son mandat et de son action auprès des acteurs locaux, tout en reconnaissant

qu'elle s'inscrit dans une architecture de sécurité plus large, où chacun et chaque force à sa valeur ajoutée et partage le même objectif, à savoir le soutien à la mise en oeuvre de l'accord de paix ; quatrième objectif: souligner le besoin d'une approche équilibrée, en réponse notamment à la menace croissante qui pèse sur le Centre, en soutien aux autorités maliennes ; enfin, cinquième objectif: rappeler l'importance du rôle de bons offices de la mission en faveur du bon déroulement des cycles électoraux à venir.

Enfin, plus largement, la France est convaincue que le soutien à la mise en oeuvre de l'accord de paix doit continuer de demeurer l'objectif stratégique de la mission. Cet objectif stratégique doit être poursuivi dans le cadre d'une approche partenariale entre le Mali, ce Conseil et les Nations unies, sur la base d'engagements réciproques dont la mise en oeuvre fera l'objet d'un suivi régulier. C'est en ce sens que nous soutenons pleinement la recommandation du secrétaire général en faveur d'un Pacte pour la paix, qui serait conclu avec les autorités maliennes au lendemain des élections présidentielles. Chacun doit avoir à l'esprit que le maintien dans la configuration actuelle d'une mission aussi importante et aussi exposée que la MINUSMA ne serait pas tenable sans progrès substantiels sur le volet du processus de paix. Nous devons donc avancer ensemble, en responsabilité, pour lui permettre d'être un succès. Vous pouvez compter sur l'engagement inébranlable de la France à cet égard.

Je vous remercie./.